



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 10 juillet 2025

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'inflation annuelle au Mexique s'est établie à 4,32 % en juin 2025, en léger recul par rapport aux 4,42 % enregistrés en mai.

Ce repli s'explique principalement par la baisse de l'inflation non sous-jacente (+4,33 % g.a.), notamment grâce au recul des prix des fruits et légumes (-4,47 % g.a.). À l'inverse, l'inflation sous-jacente a poursuivi sa progression, atteignant 4,24 % g.a., portée par une hausse marquée des prix des services (+4,62 % g.a.) et une septième hausse consécutive des prix des biens manufacturés (+3,91 % g.a.).

L'inflation générale reste ainsi au-dessus de la cible de la Banque du Mexique (Banxico) (3 % ± 1 %) pour le deuxième mois consécutif, dans un contexte de désinflation plus lente qu'anticipée. Banxico a malgré tout poursuivi son cycle d'assouplissement, abaissant pour la quatrième fois cette année son taux directeur de 50 pdb, à 8,0 % en juin, tout en signalant que de futurs ajustements dépendront de l'évolution des déterminants de l'inflation.

LE CHIFFRE A
RETENIR

4,32 %

Taux d'inflation g.a. en
juin 2025 - INEGI

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le gouvernement américain a annoncé la prolongation jusqu'au 1er août 2025 de la période de grâce sur les droits de douane dits « réciproques », initialement instaurée début avril pour une durée de 90 jours. Cette extension concerne plus de 50 partenaires commerciaux, dont le Mexique, et vise à laisser un délai supplémentaire aux négociations bilatérales ouvertes depuis le mois d'avril. L'administration américaine n'a pour l'instant finalisé que quelques accords, notamment avec le Royaume-Uni, le Vietnam, et une trêve partielle avec la Chine. Pour les pays sans accord, de nouveaux taux ont été annoncés : 25 % pour le Japon et la Corée du Sud, 30 % pour l'Afrique du Sud, 40 % pour le Laos et le Myanmar... Le Mexique, principal partenaire commercial des États-Unis, n'a pas été mentionné dans les annonces tarifaires, mais reste concerné par le processus. Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a indiqué que des lettres seraient envoyées dans les jours à venir à plusieurs partenaires pour notifier les conditions tarifaires applicables en l'absence de progrès. Il a également souligné que le Mexique devait démontrer des avancées concrètes sur d'autres dossiers, notamment migratoires et sécuritaires, dans le cadre des discussions bilatérales. À défaut d'avancées, les droits de douane en vigueur avant le 2 avril seraient rétablis à compter du 1er août.

Selon les données commerciales américaines, 79,6 % des exportations mexicaines vers les États-Unis seraient entrées sur le territoire sans droits de douane au mois de mai 2025, bénéficiant en grande partie des dispositions de l'accord T-MEC. Ce taux marquerait toutefois une baisse de 8 à 9 pdp par rapport à la période précédant la mise en place des récentes mesures tarifaires américaines. La part des exportations mexicaines soumises à des droits de douane est ainsi montée à 16,1 %, contre 9,1 % un an plus tôt. Par ailleurs, l'utilisation de zones franches ou d'entrepôts sous douane a légèrement progressé (4,2 % du total). Dans ce contexte, en mai, le déficit commercial des États-Unis pour les biens et services s'est élevé à 71,5 Mds USD, contre 60,3 Mds USD le mois précédent. Les exportations se sont établies à 279,0 Mds USD (-3,9 % g.m. par rapport à avril), tandis que les importations ont légèrement reculé de 0,1 % g.m. à 350,5 Mds USD. Sur les cinq premiers mois de 2025, le déficit commercial a atteint 522,4 Mds USD, en hausse de 50,4 % par rapport à la même période de 2024 (347,3 Mds USD). Plus spécifiquement, les importations en provenance du Mexique ont représenté 16,8 % du total américain et mai, confortant le pays comme premier fournisseur des États-Unis. Cette performance intervient dans un environnement marqué par des hausses tarifaires ciblées, notamment sur la Chine, dont les produits ont été taxés à un taux moyen de 45,6 % en mai, contre 4,3 % pour le Mexique. Malgré un renchérissement modéré de ses exportations, le Mexique conserve un accès relativement favorable au marché américain. La vigueur de la demande externe reste ainsi un facteur déterminant pour soutenir l'activité économique mexicaine dans un contexte de croissance intérieure presque atone.

Selon l'enquête Citi, les économistes du secteur financier ont légèrement relevé leurs prévisions de croissance pour le Mexique en 2025, la croissance du PIB étant désormais attendu à +0,20 %, contre 0,10 % estimé en juin dernier. Bien que cette révision soit un ajustement positif, elle reste significativement inférieure à la croissance de 0,9 % anticipée en début d'année. Parmi les 38 analystes interrogés, les estimations pour 2025 s'avèrent très diverses, allant d'une contraction de -0,6 % à une hausse de +0,7 %. Pour ce qui est de l'inflation, la médiane des prévisions pour la fin de l'année se situerait autour de +4 %, soit une légère augmentation par rapport à la projection de 3,83 % réalisée en février. Sur le plan monétaire, les spécialistes anticipent que la Banque du Mexique pourrait continuer à réduire son taux directeur, lequel devrait atteindre 7,50 % à la fin de 2025. Cela représenterait un recul supplémentaire de 50 points de base par rapport au niveau actuel de 8 %. Pour 2026, les analystes prévoient un redressement économique avec une croissance moyenne de 1,3 %, bien que les estimations varient de 0,2 % à 2 %. L'inflation devrait quant à elle se modérer à 3,8 %, contre 4 % cette année. Le taux d'intérêt pourrait se rapprocher d'un niveau de neutralité à 6,75 %, suggérant une phase de normalisation monétaire qui s'étendrait au-delà de 2025.

Selon les données publiées par l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), le marché du travail formel mexicain a enregistré une perte nette de 139 444 emplois au T2 2025. Sur l'ensemble du S1, seulement 87 287 postes supplémentaires auraient été inscrits au registre, ce qui représenterait le niveau le plus bas observé depuis 2003, en dehors des périodes de crise. À ce rythme, l'objectif gouvernemental de 100 000 créations d'emploi mensuelles ne serait pas atteint et le déficit d'emplois par rapport à la tendance d'avant-pandémie approcherait 1,6 million de postes. Parallèlement, le nombre d'employeurs affiliés à l'IMSS aurait diminué de 2,9 % g.a. en juin, un recul plus prononcé que lors des épisodes de crise de 2009 ou 2020. Concernant l'objectif de création de 1,5 million d'emplois dans les secteurs stratégiques, annoncé en début d'année dans le cadre du Plan México, seulement 5 296 postes auraient été créés dans l'industrie de la transformation après six mois. La faiblesse de la dynamique industrielle, conjuguée à un ralentissement économique national, compliquerait l'atteinte de cette cible. En outre, au niveau des entités fédérées, seuls les Etats de Baja California Sur et Quintana Roo auraient rempli leur objectif semestriel de création d'emplois formels. À l'inverse, 13 États enregistreraient des pertes nettes dont le Sinaloa (-36 068) et le Tabasco, ce dernier affichant également la plus forte contraction annuelle (-8,7 %). Enfin, des écarts de genre continueraient de se manifester dans l'emploi formel : à l'échelle nationale, on compterait 68 femmes enregistrées à l'IMSS pour 100 hommes, avec des écarts particulièrement marqués dans certains États comme le Tabasco (50 pour 100).

Sectoriel

La Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a annoncé la construction de 60 centrales électriques à cycle combiné pour renforcer la Commission Fédérale de l'Électricité (CFE). Elle a précisé que l'objectif est de développer 26 000 mégawatts (MW) additionnels de capacité pour la CFE durant son sexennat (2024-2030). La Présidente précise que les gouvernements antérieurs à Morena avaient laissé la CFE sans financement, rendant impossible la compétition avec les entreprises privées. Elle a également rappelé que dès le mandat de son prédécesseur, AMLO (2018-2024),

la CFE a pu bénéficier d'investissements pour la construction de nouvelles installations et des réformes ont été menées pour que l'Etat puisse récupérer le contrôle de la génération d'énergie au détriment du secteur privé. Aujourd'hui, pour la Présidente, la priorité reste de renforcer les capacités de production de la CFE. Elle a souligné la nécessité de « *récupérer la valeur des entreprises publiques et les droits du peuple mexicain* ». C'est en ce sens qu'en avril 2025, le gouvernement a annoncé un plan d'investissement de 33,5 Mds USD pour atteindre l'autosuffisance énergétique face au protectionnisme croissant des Etats-Unis. Cet investissement sera exécuté durant le sexennat de Claudia Sheinbaum et concernera des projets de génération, de transmission et de distribution. 22,9 Mds USD seront dédiés à des projets de génération d'électricité de la CFE, ce qui devrait la doter de 22 674 MW additionnels de capacité installée.

Le secteur de la construction serait le plus touché par la perte d'emplois au Mexique depuis le début de l'année 2025. Selon l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (IMSS), 13 311 emplois ont été supprimés entre janvier et mai 2025 dans le secteur de la construction. Fin mai, le nombre de travailleurs affiliés s'élevait à 1,7 M, bien en dessous du record historique de 1,9 M atteint en octobre 2023. Cette situation coïncide avec la fin des grands projets fédéraux du précédent sexennat, tels que le Train Maya ou l'Aéroport International Felipe Ángeles (AIFA), qui avaient fortement stimulé la main-d'œuvre. Cette baisse est donc à la fois liée au caractère temporaire du travail dans ce secteur et à l'absence de projets de grande envergure sous l'administration de Claudia Sheinbaum, notamment pour des raisons de restrictions budgétaires. D'autres facteurs contribueraient à cette situation tels que l'absence de stratégie claire pour stimuler l'investissement privé, les lourdeurs administratives pour lancer des chantiers, l'inflation sur les matériaux de construction et l'incertitude commerciale avec les Etats-Unis. La perte de vitesse de la construction pourrait avoir des conséquences sur d'autres secteurs tels que l'acier, le ciment et les transports.

62 aéroports mexicains devraient être modernisés durant le sexennat de la Présidente Claudia Sheinbaum. Ces modernisations pourront être rendues possibles grâce au gouvernement fédéral et à l'initiative privée, via un investissement de 7,2 Mds USD. L'investissement privé représentera 5,5 Mds USD, dont 1,1 Md USD en 2025, apportés par Grupo Aeroportuario del Pacífico (GAP), Grupo Aeroportuario del Centro Norte (OMA) et Aeropuertos del Sureste (ASUR). L'investissement public représentera de son côté 1,2 Md USD, dont 509,6 M USD en 2025, apportés par la Marine (Semar) et l'Armée (Sedena). Finalement, des investissements mixtes à hauteur de 385,1 M USD seront réalisés de la part de Aeropuertos y Servicios Auxiliares (ASA) et Grupo Aeroportuario de la Ciudad de México (GAM). En 2024, le trafic aérien mexicain a atteint 119 M de passagers. Avec une croissance annuelle projetée de +4 %, le pays pourrait accueillir 32M de passagers supplémentaires, soit environ 150 M en 2030. Les aéroports concernés seront notamment l'Aéroport International de la ville de Mexico (AICM) avec 429,1 M USD dédiés à la rénovation des terminaux 1 et 2 avant la Coupe du Monde de la FIFA 2026, l'aéroport de Guadalajara avec 1,2 Md USD dédiés à une nouvelle aérogare et un nouvel accès routier ainsi que les aéroports de Tijuana, Los Cabos, Puerto Vallarta et Cancún.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	10/07/2025
Bourse (IPC)	-1,99%	8,08%	57 183,32 points
Change MXN/USD	0,00%	4,50%	18,64
Change MXN/EUR	-0,27%	13,05%	21,85
Prix du baril mexicain	1,76%	-15,98%	64,59

Amérique centrale

La Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) a souligné la résilience des pays d'Amérique Centrale et de la République Dominicaine, qui devraient enregistrer une croissance moyenne de 3,5 % pour 2025. En 2024, ils ont enregistré une croissance moyenne de 3,9 % et un taux d'inflation limité à 1,8 %. Pour 2025, dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques accrues et un durcissement des politiques commerciales au niveau mondial, la croissance devrait ralentir modérément. Parmi les pays de la région, seul le Salvador enregistrerait une croissance inférieure à 3 %, avec une estimation de 2,5 % pour 2025. Les envois de fonds (*remesas*), qui représentaient en 2024 près de 11,2 % du PIB de la région, pourraient toutefois diminuer à court et moyen terme. La CEPALC alerte en effet sur l'impact potentiel de la politique migratoire plus restrictive de l'administration Trump sur ces flux financiers essentiels.

Le Département Américain de Sécurité Nationale a annoncé la suppression du Statut de Protection Temporaire (TPS) pour les ressortissants nicaraguayens et

honduriens présents aux Etats-Unis. Ce dispositif, accordé aux migrants des deux pays en 1999, permet aux bénéficiaires d'obtenir un permis de travail sur le sol américain ainsi qu'un statut spécial. Le Nicaragua et le Honduras avaient été inclus dans ce programme en 1999 après le passage de l'ouragan Mitch. L'administration Trump a néanmoins considéré que les conditions sécuritaires dans ces deux pays ne justifiaient plus ce statut, offrant une aide au retour volontaire de 1 000 USD et un billet d'avion. Les bénéficiaires nicaraguayens et honduriens du TPS doivent désormais solliciter un nouveau titre de séjour sous peine d'expulsion. Les représentants des diasporas des deux pays dénoncent quant à elles des conditions sécuritaires toujours dégradées, liées à la politique répressive du président Ortega au Nicaragua et à la menace liée aux gangs au Honduras.

Costa Rica

Le taux de chômage au Costa Rica a diminué à 6,9% g.a. en mai 2025, soit une baisse de 1,77 p.p par rapport à mai 2024 selon le recensement de l'INEC. En effet, le nombre de chômeurs s'élève à environ 162 000, dont 90 000 hommes (taux de chômage de 6,3%) et 72 000 femmes (7,7%). Le taux d'emploi (proportion de la population en emploi parmi les personnes en âge de travailler) s'est élevé à 51,8%, en hausse de 0,9 p.p par rapport à l'année précédente. Les principaux secteurs d'activité où se concentre la population active sont le commerce (16,7%), l'éducation et la santé (11,8%) et l'industrie manufacturière (10,9%). Le taux d'emploi informel reste toutefois élevé, touchant environ 807 000 personnes, soit 36,7% de la population active occupée. Parmi les travailleurs informels, 38,3% sont des hommes et 34,3% des femmes.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé une demande de prêt de 250 M USD destiné au Costa Rica pour réformer son Système national de soins et de soutien (SINCA). Ce financement, accordé dans le cadre de l'initiative "BID Cuida", vise à étendre les services de soins pour les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, tout en favorisant l'emploi et la croissance économique dans le pays. Face au vieillissement rapide de la population costaricienne, où 11% ont déjà plus de 65 ans (et devrait augmenter à 25% en 2050), ce projet bénéficiera à environ 160 000 personnes dépendantes et à 170 000 aidants, formels ou informels. Parmi les réformes envisagées figurent un mécanisme budgétaire collaboratif, un système national d'évaluation de la dépendance ainsi qu'une plateforme numérique pour la gestion des soins. Avant son entrée en vigueur, le prêt devra être approuvé par l'Assemblée législative costaricienne.

El Salvador

Le Salvador aurait attiré 322 M USD d'investissements directs étrangers (IDE) au T1 2025, soit une hausse de 64% en g.a.. Selon la Banque centrale, le Panama a été le principal pays investisseur, représentant 47% des flux (151 M USD), devant l'Espagne (17%, 57 M USD) et les États-Unis (8%, 27 M USD). Les entreprises françaises ont quant à elles investi 9,4 M USD sur la période.

L'Assemblée législative du Salvador a approuvé l'entrée en vigueur de la Loi de Technologie et Robotique, positionnant le pays comme un pionnier régional en la matière. Ce nouveau cadre législatif encadre la recherche, le développement, la fabrication et l'usage de technologies robotiques, notamment dans l'industrie, le commerce, la santé et l'éducation. Il prévoit l'intégration des compétences en robotique dès les premiers niveaux du parcours éducatif. La loi renforce ainsi un environnement déjà propice à l'innovation technologique, favorable aux investissements du secteur privé. Sa mise en œuvre et sa supervision seront assurées par l'Agence Nationale d'Intelligence Artificielle (ANIA), à travers une nouvelle Division de la Robotique.

Guatemala

La Banque centrale du Guatemala (Banguat) prévoit un impact modéré sur l'économie nationale après l'introduction d'une taxe de 1% sur les envois de fonds (remesas) en espèces depuis les États-Unis, dans le cadre de la loi de finances adoptée par le Congrès américain. Selon Banguat, cette mesure pourrait entraîner une baisse du PIB guatémaltèque comprise entre 200 et 225 M USD, un impact bien moindre que celui estimé à 867 M USD dans l'hypothèse d'un taux d'imposition de 3,5% initialement envisagé. Les migrants guatémaltèques envoient en moyenne entre 400 et 500 USD par an vers leur pays d'origine. Pour la seule période janvier-juin 2025, les *remesas* ont atteint 11,3 Md USD et devraient totaliser 23,4 Md sur l'année, soit un record historique pour le pays.

Honduras

La Banque Centrale du Honduras (BCH) a annoncé une augmentation de ses réserves internationales nettes, atteignant 8,9 Md USD, en une hausse de 799 M USD par rapport à fin 2024. Cette progression s'expliquerait principalement par des achats nets de devises à hauteur de 1,2 Md USD. Parallèlement, les entrées de devises dans le pays auraient bondi de 24,9% en ga, atteignant 10,7 Md USD, tandis que les sorties auraient également progressé de 9,4%, pour un total de 9,7 Md USD. Le niveau actuel des réserves officielles couvre entre 5 et 6 mois d'importations, traduisant une position extérieure solide et une bonne résilience macroéconomique.

Le Honduras traverse une grave crise d'approvisionnement en bananes, due à une conjoncture défavorable sur deux fronts. D'une part, le pays dépend en partie des importations en provenance du Guatemala. Or, la hausse des prix internationaux de la banane a incité ce dernier à réorienter une part importante de sa production vers les marchés hors Amérique centrale, limitant les approvisionnements du Honduras. D'autre part, la production nationale est fortement affectée par la dégradation des conditions agricoles. Les superficies consacrées à la culture du bananier sont passées de 3 200 hectares à seulement 700 hectares, tandis que des inondations récurrentes aggravent les pertes. Cette situation pèse directement sur les performances commerciales. Selon la Banque centrale du Honduras, les exportations de bananes ont reculé de 105 M USD entre janvier et mai 2025 en glissement annuel.

Nicaragua

La Chine et le Nicaragua ont conclu un accord pour le lancement d'un nouvel opérateur télécom national, dans le cadre d'un contrat de 107 M USD attribué à l'entreprise chinoise **Zhengzhou Coal Mining Machinery**. Deux protocoles ont été signés avec le ministère des Finances et du Crédit public (MHCP), prévoyant le déploiement d'un réseau 4G à l'échelle nationale, appuyé par l'installation d'environ 500 stations relais. L'État nicaraguayen versera une première tranche de 20 M USD et détiendra une participation dans la future entreprise. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du gouvernement sandiniste de créer une alternative aux opérateurs historiques Tigo et Claro, après les échecs des projets Yota (russe) et Cootel (chinois) en 2016. A noter que l'accord exonère le groupe chinois de toute charge fiscale.

Entre janvier et mai 2025, les importations chinoises au Nicaragua ont bondi de 21 % g.a., atteignant 783 M USD, selon les données du ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce (Mific). Ces flux concernent principalement des machines agricoles et des équipements de transport. Sur la même période, les importations en provenance des États-Unis ont reculé de 6 % g.a., totalisant 1,1 Md USD. Les pays d'Amérique centrale demeurent toutefois les premiers fournisseurs du Nicaragua, avec 1,4 Md USD d'exportations vers le pays sur les cinq premiers mois de l'année. Il convient de noter que l'écart entre les importations américaines et chinoises s'est nettement réduit au cours des deux dernières années, pour s'établir à seulement 300 M USD en 2025.

La Banque centrale du Nicaragua (BCN) a maintenu son taux de référence monétaire à 6,25 %. Les taux appliqués aux opérations de pension monétaire et aux dépôts monétaires à un jour sont également restés stables, respectivement à 7,50 % et 5,00 %. Cette décision s'inscrit dans un contexte international contrasté, marqué par une reprise économique soutenue, un recul de l'inflation mondiale, mais aussi des tensions géopolitiques persistantes. Sur le plan domestique, la BCN met en avant la poursuite de la croissance, la baisse du chômage et une inflation globalement maîtrisée. La Banque centrale s'est néanmoins dite prête à ajuster sa politique monétaire en fonction de l'évolution des indicateurs macroéconomiques, afin de préserver la stabilité financière du pays.

Panama

Le texte actant la sortie officielle du Panama de la liste de l'Union européenne des pays tiers à haut risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme a été adopté. Le 8 juillet, les députés européens ont approuvé, par 373 voix contre 289 (26 abstentions), l'acte délégué présenté par la Commission européenne le 10 juin, modifiant la liste et excluant le Panama aux côtés d'autres pays. Cette décision est vue comme une reconnaissance des efforts menés par le pays pour corriger les déficiences de son système de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent, en accord avec les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). Pour rappel, le Panama est sorti de la liste grise du GAFI en octobre 2023. Les autorités panaméennes saluent une avancée majeure qui devrait

renforcer l'attractivité du pays, faciliter les échanges financiers et améliorer son image à l'international.

Selon la Contraloría General, les investissements directs étrangers (IDE) auraient chuté de 51% au T1 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Les flux d'IDE auraient atteint 526 M USD entre janvier et mars, bien en dessous des 1,08 Mds USD au T1 2024. Cette diminution serait principalement enregistrée dans des secteurs clés comme la logistique, l'énergie, le commerce et l'industrie. D'après le Conseil national des entreprises privées (Conep), la diminution des IDE serait le produit d'une paix sociale fragile, marquée par des grèves et des manifestations. Le pays serait par ailleurs perçu comme plus risqué qu'auparavant : selon JP Morgan, le Panama était perçu en 2022 comme le troisième pays le moins risqué d'Amérique latine selon le Emerging Markets Bond Index (EMBI), alors qu'il est neuvième aujourd'hui. Le gouvernement Mulino promet une relance via une réorganisation institutionnelle et une stratégie d'attractivité renforcée.

Caraïbes

Bahamas

La Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), dont les Bahamas sont devenues actionnaires en novembre 2024, a approuvé un prêt de 100 M USD destiné à soutenir la mise en œuvre de la nouvelle politique énergétique nationale 2025-2030. Ce financement vise à renforcer le cadre réglementaire, moderniser les infrastructures, promouvoir les énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique. Il s'inscrit dans l'agenda vert de la CAF et contribuera à aider les Bahamas à réduire leur dépendance aux énergies fossiles et à atténuer les effets du changement climatique. En outre, l'opération vise à améliorer la fiabilité du système électrique national, diminuer les coûts de production et renforcer la résilience face aux chocs. Il s'inscrit également dans l'un des objectifs fixés par le pays visant à réduire les pertes d'énergie dans le réseau de transmission, de 15 % à 10 % d'ici 2030, et de diminuer le nombre de pannes de 30 % sur la même période.

Cuba

Le secteur touristique cubain enregistre un fort ralentissement en 2025. Sur les cinq premiers mois de l'année, le pays a accueilli 862 343 visiteurs, en recul de 26,6% par rapport à la même période de 2024 (1 174 562). Cette contraction s'explique principalement par la baisse marquée des arrivées en provenance de la Russie (-45,4%), du Canada (-28,5%) – pourtant premier marché émetteur avec 387 404 touristes – et des Cubains résidant à l'étranger (-22,6%). Pour compenser la baisse des visiteurs européens et canadiens, Cuba mise désormais sur la Chine pour relancer son industrie touristique. En effet, 6 542 touristes chinois ont été comptabilisés T1 de cette année, soit une augmentation de 21 % g.a.. En 2024, le nombre de visiteurs chinois a bondi de 50%, notamment grâce à la politique

d'exemption de visa pour les citoyens chinois ainsi qu'à la mise en place d'un vol d'Air China reliant Pékin et La Havane, avec escale à Madrid.

Cuba et Brésil annoncent la création d'une entreprise mixte pour renforcer l'approvisionnement local. Le 5 juillet 2025, les autorités cubaines ont annoncé la création de l'entreprise mixte «Bioamazonas Alimentos y Otros Bienes de Consumo S.A», fruit d'un partenariat entre l'entreprise publique cubaine Mercalhabana et la société brésilienne Bioamazonas Indústria e Comércio de Medicamentos Fitoterápicos. Autorisée à exercer dans les secteurs du commerce de gros et de détail, cette nouvelle entité visera principalement la distribution de matières premières et de produits alimentaires sur le marché cubain. À travers ce projet, l'État cubain cherche à pallier les pénuries chroniques qui affectent le commerce local depuis 2020 et à répondre à une demande interne fortement insatisfaite. Cette initiative s'inscrit dans les efforts plus larges du gouvernement pour diversifier ses sources d'approvisionnement et revitaliser l'économie nationale.

Jamaïque

La Banque de Jamaïque (BOJ) a décidé de maintenir son taux directeur à 5,75 %, afin de contenir l'inflation dans la fourchette cible de 4 à 6 %. En mai, l'inflation globale est restée stable à 5,2 % en glissement annuel, tandis que l'inflation sous-jacente s'est établie à 4,6 %, en dessous du plafond de la cible depuis près de deux ans. La BOJ demeure toutefois vigilante face aux risques externes, notamment les tensions géopolitiques et les incertitudes liées aux politiques commerciales mondiales, qui pourraient alimenter des pressions sur les prix. L'inflation aux États-Unis, estimée à 2,4 % g.a. en mai, continue par ailleurs d'influencer les conditions monétaires internationales. Sur le plan domestique, la Banque centrale juge le système bancaire solide et estime que la politique budgétaire actuelle ne compromet pas la stabilité des prix à court terme. Elle anticipe une croissance économique modérée, comprise entre 1 % et 3 % sur la période 2025-2026, soutenue par les secteurs du tourisme, des mines et de la construction. La prochaine décision de politique monétaire est attendue pour le 20 août 2025.

République Dominicaine

Selon la Direction générale des impôts (DGII), les recettes fiscales collectées entre janvier et juin 2025 s'élèveraient à 472,1 Mds DOP (≈7,8 Mds USD), soit 101,3 % de la cible budgétaire pour cette période. Cette performance représenterait une hausse de 9,3 % g.a. (+6,7 M USD par rapport au S1 2024) et confirmerait le maintien d'une dynamique soutenue des revenus de l'Etat. En juin, les recettes mensuelles atteignaient 70,6 M DOP (≈1,18 M USD), soit une progression de 14,3 % g.a.. Cette hausse généralisée s'expliquerait par le dynamisme de l'activité économique mais également par le renforcement des mécanismes de contrôle et de recouvrement fiscal. De surcroît, la TVA (ITBIS) sur les ventes aurait affiché une hausse de 6,7 %

g.a. tandis que les ventes imposables progresseraient de 4,4 %, principalement marquées par une contribution des secteurs du commerce (+4,5 %) et de l'hôtellerie-restauration (+10,3 %). S'agissant de l'impôt sur les sociétés et les actifs, on observe une hausse de 17 % g.a. (+ 1,9 Mds USD). L'impôt sur le revenu des personnes physiques, quant à lui, aurait progressé de 16,5 %, soutenu par la hausse du nombre de salariés déclarés (+8,7 %) et des montants retenus à la source (+11,4 %).

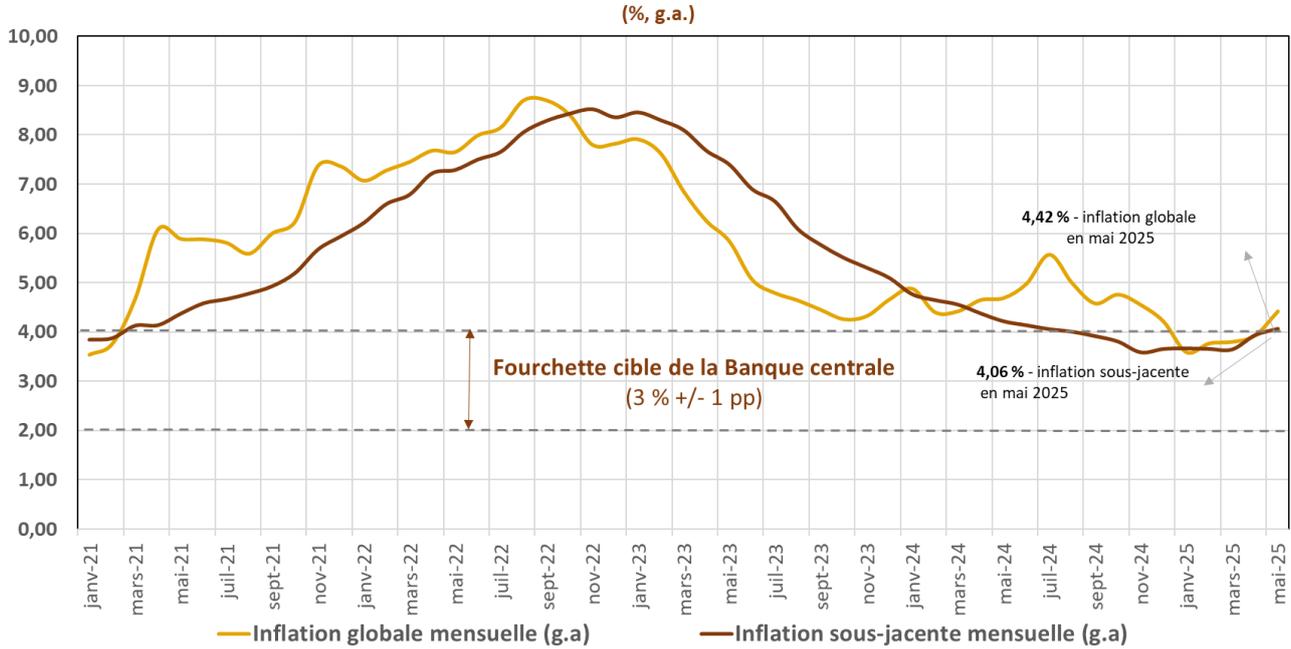
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

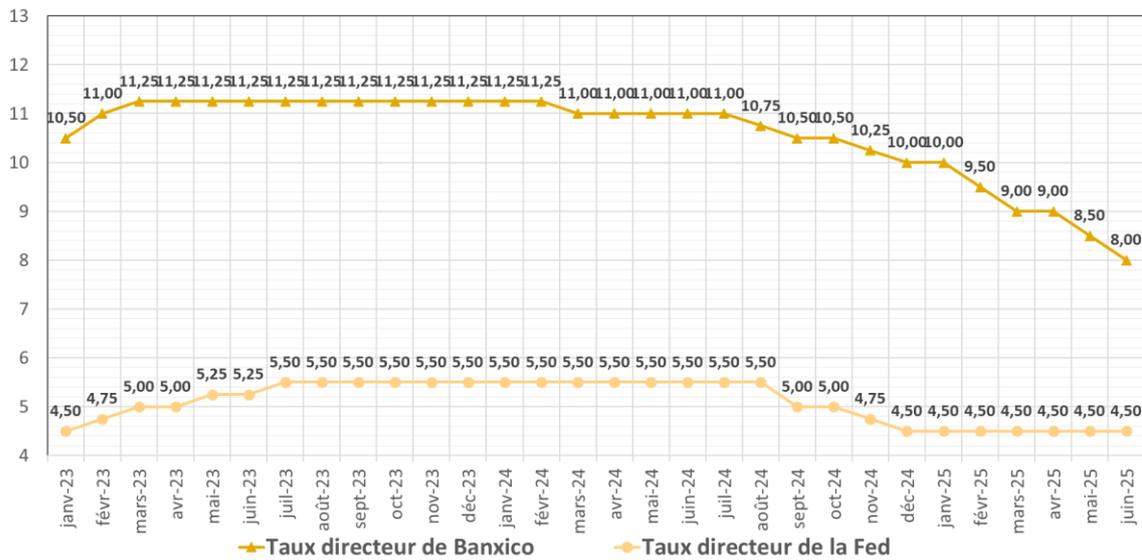
- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

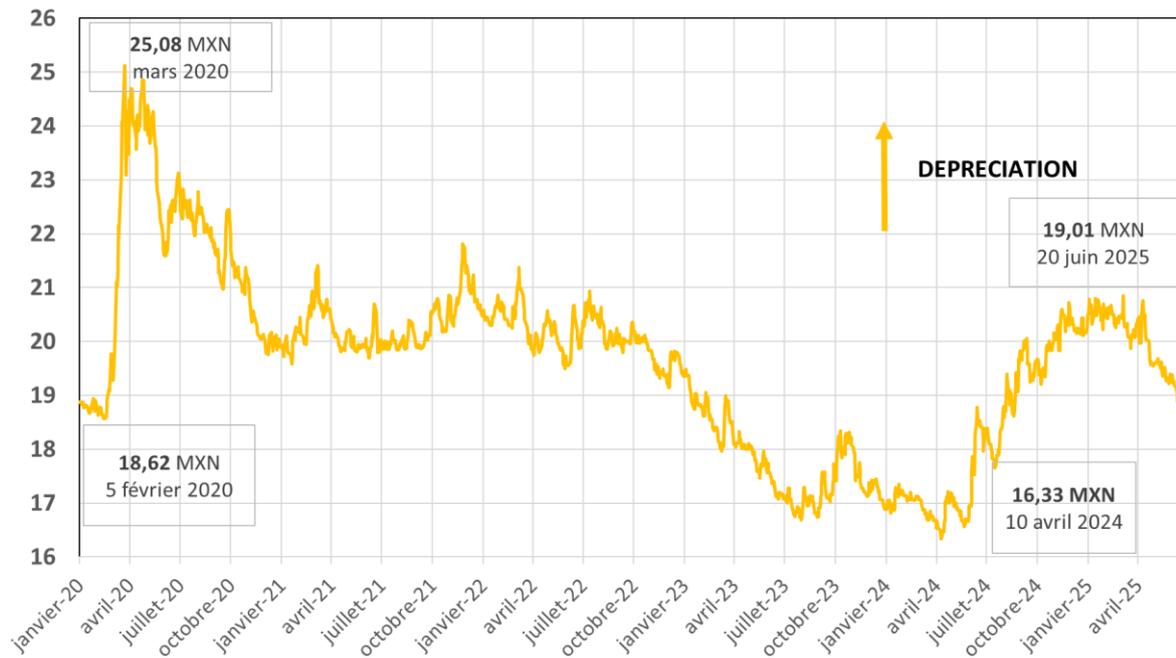


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

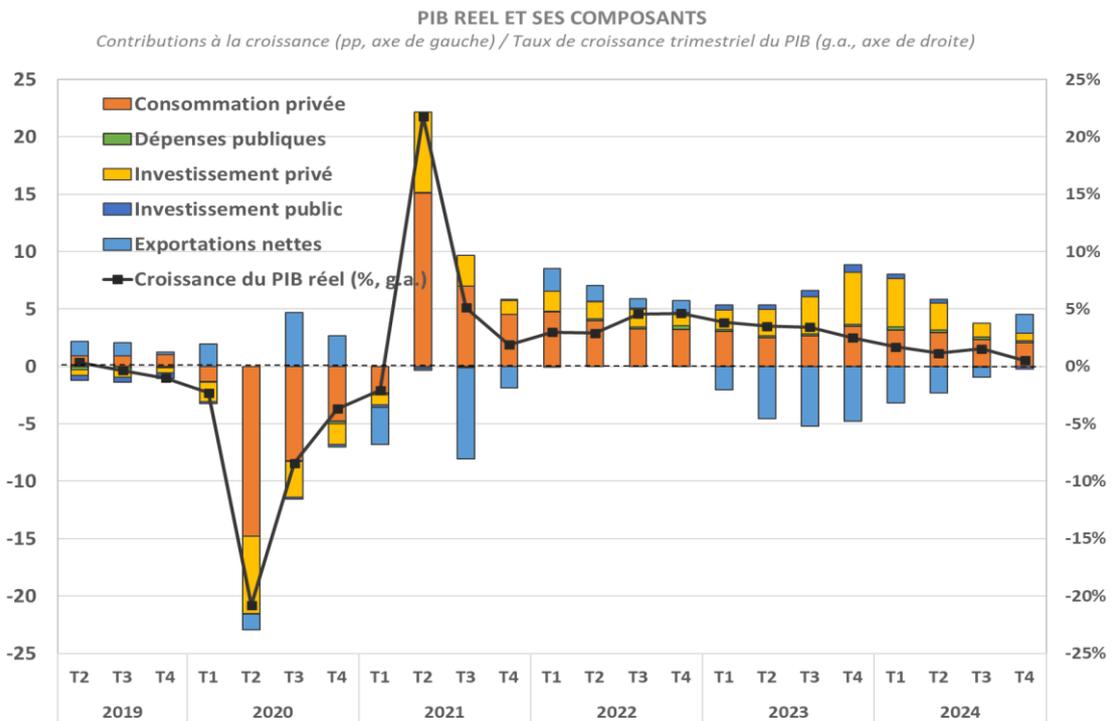
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	625
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

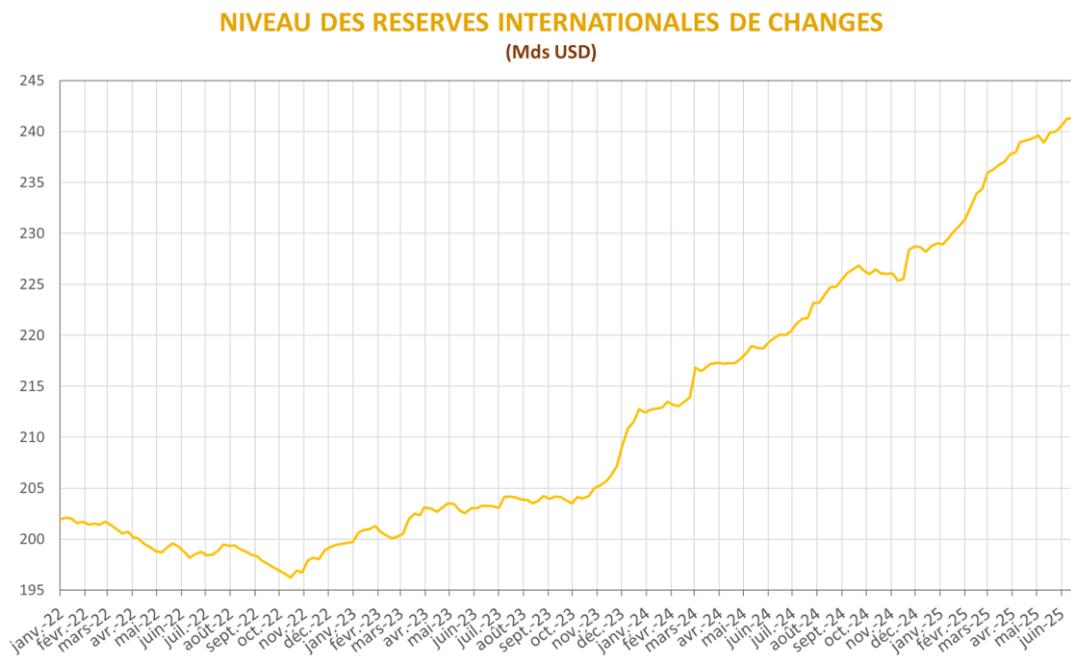
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr